
RÈGLEMENT NUMÉRO 2021-283

décrétant l'imposition des taxes et compensations pour l'exercice financier 2022

CONSIDÉRANT QUE le Conseil de la Municipalité désire adopter un règlement relatif aux taxes et aux compensations pour l'année 2022;

CONSIDÉRANT QU'un avis de motion du présent règlement a été donné lors de la séance extraordinaire tenue le 13 décembre 2021;

CONSIDÉRANT QU'un projet du présent règlement a été déposé lors de la séance extraordinaire tenue le 13 décembre 2021;

CONSIDÉRANT QU'une copie du présent règlement a été remise aux membres du Conseil selon les délais prescrits par la loi avant la présente séance, que tous les membres présents déclarent avoir lu ledit règlement et qu'ils renoncent à sa lecture;

CONSIDÉRANT QUE la mairesse mentionne que ce règlement a pour objet de fixer les taxes et les compensations qui seront imposées pour l'exercice financier 2022;

EN CONSÉQUENCE, monsieur le conseiller Patrick Barry propose et il est résolu :

QUE le règlement numéro 2021-283 décrétant l'imposition des taxes et compensations pour l'exercice financier 2022 soit adopté et qu'il soit statué et ordonné par le présent règlement ce qui suit :

ARTICLE 1 OBJET

Le présent règlement a pour but d'imposer la taxe foncière, les compensations, les taxes spéciales reliées aux services municipaux pour l'exercice financier 2022 et de fixer les modalités de paiement pour la période de douze mois se terminant le 31 décembre 2022.

ARTICLE 2 TAXE FONCIÈRE

Une taxe foncière générale aux taux déterminés dans le présent règlement est imposée et sera prélevée pour l'exercice financier 2022 sur tous les immeubles imposables situés sur le territoire de la Municipalité selon leur valeur telle que portée au rôle d'évaluation en vigueur.

Le taux de base de la taxe foncière générale sur les immeubles de la catégorie résiduelle (résidentielle) est fixé à 0,3948 \$ du cent dollars (100 \$) d'évaluation foncière. Ce taux de taxe est également fixé pour les immeubles des catégories non résidentielle, industrielle, de 6 logements et plus, les terrains vagues desservis et forestiers.

Le taux particulier pour les immeubles de la catégorie agricole est fixé à 0,3711 \$ du cent dollars (100 \$) d'évaluation foncière.

ARTICLE 3 ENLÈVEMENT ET DISPOSITION DES DÉCHETS ET DES MATIÈRES RECYCLABLES

Une compensation de 212,47 \$ par unité de collecte est imposée et prélevée pour le service municipal d'enlèvement et d'élimination des déchets et des matières recyclables.

La compensation pour ce service est répartie comme suit :

Quote-part à la MRC par unité :	267,47 \$
Ristourne attribuée par unité :	<u>- 55,00 \$</u>
	212,47 \$



Le terme « unités de collecte » est défini aux règlements 316 et 317 de la MRC du Haut-Richelieu, comme suit :

« Unités de collecte : Immeubles tant domestiques ou résidentiels, commerciaux, institutionnels, industriels ou autres bâtis ou non. Les unités de collecte se comptabilisent individuellement par unité de logement même si elles font partie d'un même immeuble ».

Conformément au règlement 389 de la MRC du Haut-Richelieu, lors de la collecte des déchets, les occupants de chaque unité à desservir peuvent disposer de leurs déchets dans un seul bac roulant. Lors de la collecte des matières recyclables, il n'y a pas de restriction quant au nombre de bacs.

ARTICLE 4 SERVICE D'ÉGOUT

Une compensation de 246,00 \$ par unité de logement reliée (branchée) au réseau est imposée et prélevée pour le service municipal d'égout et de traitement des eaux usées (entretien).

Les unités de logement sont déterminées conformément au règlement numéro 2014-227 de la Municipalité joint au présent règlement (Annexe 1) pour en faire partie intégrante.

ARTICLE 5 GESTION DES BOUES

Une compensation de 90,00 \$ par unité de logement reliée (branchée) au réseau d'égout sanitaire est imposée et prélevée pour le service municipal d'égout et plus spécifiquement pour le service de gestion des boues.

Les unités de logement sont déterminées conformément au règlement numéro 2014-227 de la Municipalité joint au présent règlement (Annexe 1) pour en faire partie intégrante.

ARTICLE 6 VIDANGE DES FOSSES SEPTIQUES

Une compensation de 90,00 \$ par fosse septique est imposée et prélevée pour le service de gestion des boues.

Les fosses septiques assujetties sont, par définition, tout réservoir destiné à recevoir les eaux usées d'une résidence isolée, que ce réservoir soit conforme ou non aux normes prescrites par le *Règlement sur l'évacuation et le traitement des eaux usées des résidences isolées* (Q-2 r 22), excluant les fosses de rétention et les fosses des immeubles reliés au réseau d'égout à faible diamètre.

ARTICLE 7 RÉSEAU D'ÉGOUT SECTEUR MONTÉE DU GRAND-BOIS, DE BOURPEUIL ET DES PINS

Une compensation de 357,35 \$ est exigée et prélevée de chaque propriétaire d'un immeuble imposable visé par le règlement numéro 2008-173 (réseau d'égout, secteurs de la montée du Grand-Bois, de Bourpeuil et des Pins : travaux) pour pourvoir aux dépenses engagées relativement aux intérêts et au remboursement en capital des échéances annuelles de l'emprunt décrété par ledit règlement.

Le règlement numéro 2008-173 de la Municipalité joint au présent règlement (Annexe 2) en fait partie intégrante.

ARTICLE 8 LUMINAIRE

Une compensation de 75,00 \$ est imposée et prélevée sur l'immeuble situé au 434, Route 104 pour pourvoir aux coûts des frais d'éclairage et d'entretien du luminaire de rue installé en 2007.



ARTICLE 9 TRAVAUX DES RUES ALEXANDER-ROSS, DE LA DÉLICIEUSE ET DE L'EMPIRE

Une compensation de 594,36 \$ est exigée et prélevée de chaque propriétaire d'un immeuble imposable visée par le règlement numéro 2015-238 (réfection et pavage de la rue Alexander-Ross, de la rue de la Délicieuse et de la rue de l'Empire) pour pourvoir aux dépenses engagées relativement aux intérêts et au remboursement en capital des échéances annuelles de l'emprunt décrété par ledit règlement.

Le règlement numéro 2015-238 de la Municipalité joint au présent règlement (Annexe 3) en fait partie intégrante.

ARTICLE 10 TRAVAUX PROLONGEMENT RUE MARCEL-ARBOUR

Une compensation de 895,00 \$ est exigée et prélevée de chaque propriétaire d'un immeuble imposable visée par le règlement numéro 2021-278 (travaux d'asphaltage du prolongement de la rue Marcel-Arbour) pour pourvoir aux dépenses engagées relativement aux intérêts et au remboursement en capital des échéances annuelles de l'emprunt décrété par ledit règlement.

Le règlement numéro 2021-278 de la Municipalité joint au présent règlement (Annexe 4) en fait partie intégrante.

ARTICLE 11 TRAVAUX DE COURS D'EAU

Une compensation de 0,0019 \$ par mètre carré est imposée et prélevée sur tous les immeubles imposables apparaissant au rôle d'évaluation en vigueur de la Municipalité pour les travaux généraux de nettoyage, d'entretien et d'aménagement des cours d'eau.

Les travaux spécifiques de nettoyage, d'entretien et d'aménagement des cours d'eau feront l'objet d'un règlement de tarification touchant les contribuables concernés.

ARTICLE 12 CONTRÔLE BIOLOGIQUE DES MOUSTIQUES

Une compensation de 340,00 \$ est exigée et prélevée de chaque propriétaire d'un immeuble imposable visé dans le secteur décrit à l'Annexe 5 pour pourvoir aux dépenses reliées au contrôle biologique des moustiques dans les rues Laurent-Tremblay, Édéas-Boucher et Tarte ainsi que la partie du rang Chartier située aux abords de ces rues.

ARTICLE 13 ASSIMILATION À UNE TAXE FONCIÈRE

Les compensations et les taxes spéciales décrétées par le présent règlement sont payables par le propriétaire de l'immeuble en raison duquel elles sont dues et sont alors assimilées à une taxe foncière imposée sur l'immeuble en raison duquel elle est due.

ARTICLE 14 MODALITÉS DE PAIEMENT

Toutes les taxes et compensations peuvent être payées, au choix du débiteur, en un versement unique ou en 4 versements égaux lorsque, dans un compte, le total de ces taxes est égal ou supérieur à 300,00 \$.

La date ultime à laquelle peut être fait le premier versement des taxes est le trentième (30^e) jour qui suit l'expédition du compte de taxes et tout versement postérieur au premier doit être fait de la façon suivante :

- 90^e jour qui suit la date d'échéance du premier versement;
- 90^e jour qui suit la date d'échéance du deuxième versement;
- 90^e jour qui suit la date d'échéance du troisième versement.



ARTICLE 15 MODALITÉS DE PAIEMENT DES TAXES DÉCOULANT D'UNE MODIFICATION AU RÔLE D'ÉVALUATION

Lors d'une taxation complémentaire résultant d'une modification au rôle d'évaluation, l'ensemble des taxes et compensations constituant le compte sera payable en un versement unique ou en 3 versements égaux lorsque, dans un compte, le total de ces taxes est égal ou supérieur à 300,00 \$.

La date ultime à laquelle peut être fait le premier versement des taxes est le trentième (30^e) jour qui suit l'expédition du compte de taxes et tout versement postérieur au premier doit être fait de la façon suivante :

- 90^e jour qui suit la date d'échéance du premier versement;
- 90^e jour qui suit la date d'échéance du second versement.

ARTICLE 16 EXIGIBILITÉ

Lorsqu'un versement n'est pas fait dans le délai prévu, seul le montant du versement échu est alors immédiatement exigible.

ARTICLE 17 TAUX D'INTÉRÊT SUR LES ARRÉRAGES

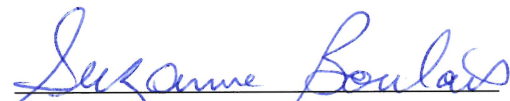
Un intérêt au taux fixe de 8 % l'an est imposé sur tout compte de taxes passé dû pour toutes taxes ou compensations imposées au présent règlement à compter de l'expiration du délai pendant lequel elles doivent être payées.

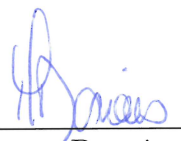
ARTICLE 18 PÉNALITÉ SUR LES ARRÉRAGES

Une pénalité de 0,333 % du principal impayé par mois complet de retard, jusqu'à concurrence de 4 % par année, est ajoutée au montant des taxes exigibles.

ARTICLE 19 ENTRÉE EN VIGUEUR

Le présent règlement entre en vigueur conformément à la loi.


Suzanne Boulais, mairesse


Manon Donais, directrice générale
et secrétaire-trésorière

Adopté par le Conseil de la Municipalité de Mont-Saint-Grégoire le 10^e jour du mois de janvier 2022.

Avis de motion donné le 13 décembre 2021
Dépôt du projet de règlement le 13 décembre 2021
Avis public du dépôt du projet de règlement donné le 15 décembre 2021
Règlement adopté le 10 janvier 2022
Avis d'entrée en vigueur donné le 18 janvier 2022
Règlement entré en vigueur le 18 janvier 2022